

LE CÔTÉ OBSCUR DE L'EMPIRE AMÉRICAIN



Donald Trump, 8 mai 2018 (DR)

André Larané, 6 août 2018

herodote.net

LE CÔTÉ OBSCUR DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

Comme son lointain prédécesseur Andrew Jackson auquel nous l'avons comparé, Donald Trump bouscule les règles. En dénonçant l'accord sur le climat, l'accord avec l'Iran et les conventions internationales sur Jérusalem, il exprime les aspirations profondes de la majorité de ses concitoyens et met en place une politique impériale plus que jamais agressive...

Accordons au président Donald Trump le sens du symbole. C'est le 8 mai 2018, anniversaire de la capitulation de l'Allemagne nazie, qu'il a dénoncé unilatéralement le traité de Vienne entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (ainsi que l'Allemagne).

C'est aussi le 14 mai 2018, 70e anniversaire de la proclamation de l'État d'Israël, qu'il a choisi pour transférer officiellement de Tel Aviv à Jérusalem l'ambassade américaine en Israël, en violation du plan de partage préconisé par l'ONU et le Conseil de sécurité en 1947, selon lequel Jérusalem devait garder un statut international...

Enfin, c'est le 6 août 2018, anniversaire du bombardement d'Hisroshima, qu'il précise les sanctions contre l'Iran et les entreprises occidentales qui auraient le front de commercer avec ce pays.

Précédemment, le 4 août 2017, le président américain a aussi renié l'accord de Paris sur le climat, conclu le 12 décembre 2015 sous l'égide de l'ONU... mais il est toutefois douteux qu'il ait choisi cette date en référence à l'abolition des privilèges, le 4 août 1789 !

Il est déjà arrivé que les États-Unis renient leur parole : ce fut le cas le 19 mars 1920 quand le Sénat rejeta le traité de Versailles laborieusement négocié à Paris par le président Wilson. Les conséquences en furent dramatiques : les Américains ignorèrent la Société des Nations et s'abstinrent d'intervenir face aux violations des traités qui, de proche en proche, menèrent à la Seconde Guerre mondiale.

Comment mieux signifier que les États-Unis s'affranchissent désormais de l'ordre multilatéral qu'ils ont eux-mêmes mis en place en 1945 en fondant l'ONU à San Francisco ?

L'« Empire nouveau » est arrivé

Aux yeux de la plupart des Européens, ces trois ruptures (sur l'Iran, le climat et Jérusalem) apparaissent insensées, contraires à l'intérêt général et potentiellement source de guerres et de désordres majeurs. Mais aux yeux de la majorité des Américains, bien au-delà de l'électorat de Donald Trump, elles sont raisonnables et pleinement conformes à l'intérêt supérieur des États-Unis. Elles

satisfont aussi le souhait des Américains de se désengager des affaires du monde et la promesse du président Trump d'épargner le sang américain¹.

S'il manque pour le moins de finesse et d'élégance, le président américain semble doué d'un flair exceptionnel pour sentir les attentes de ses concitoyens. On a pu le constater pendant la campagne électorale quand ce milliardaire new-yorkais a gagné la faveur des petits Blancs de l'intérieur, victimes de la désindustrialisation, du *dumping* chinois, de la financiarisation de l'économie, du recul des services publics et par-dessus tout d'une épidémie d'opiacées provoquée par les laboratoires pharmaceutiques.

Comme eux, il a compris que les États-Unis étaient à bout de souffle. La preuve en est que, pour la première fois depuis la naissance du pays il y a deux siècles, l'espérance de vie *moyenne* a chuté en 2015 et 2016. Selon cet indicateur du bien-être, les États-Unis se classent désormais dans le peloton de queue des pays développés et même derrière Cuba. Comment ne pas comprendre que les classes populaires aient envie de renverser la table et d'en finir avec la politique néolibérale menée depuis plus de trente ans ?...

On peut douter que les pistes ébauchées par Donald Trump redressent le pays et améliorent le sort de l'humanité. Il n'empêche qu'elles rejoignent les aspirations de l'Américain moyen et même d'une bonne part des élites du pays.

- Contre le climat :

On l'a encore constaté avec le désengagement de l'accord de Paris sur le climat qui rejoint les aspirations profondes de la quasi-totalité des citoyens américains, pour lesquels l'accès à une énergie bon marché est un élément non-monnayable de l'*american way of life*.

C'est que les Américains ont une perception de la nature à l'opposé de celle des Eurasiens. Pendant plusieurs millénaires, Chinois, Indiens, Orientaux et Européens ont appris à gérer la pénurie dans des terroirs à forte densité humaine. En l'absence d'alternative, ils ont veillé à la conservation de la fertilité des terres et au bon renouvellement des ressources naturelles. Rien de tel pour les colons qui ont débarqué au XVIIe siècle sur les côtes de Nouvelle-Angleterre. Ils ont découvert un Éden aux ressources en apparence inépuisables, tout juste occupé par quelques tribus d'Indiens qu'ils ont eu vite fait de chasser ou d'exterminer. Agriculteurs et artisans émérites, ils ont mis tous leurs talents dans l'exploitation de ces ressources sans jamais craindre la pénurie ou la disette. Ils se sont comportés en prédateurs, comme les chasseurs-cueilleurs de l'Âge de pierre, mais avec les moyens techniques des Temps modernes.

Il en a découlé l'agro-industrie, le tout-automobile, la déliquescence des villes traditionnelles, l'avion et les vacances aux antipodes pour le seul plaisir

¹ En retirant ses troupes d'Irak et de Syrie, le président Trump se flatte d'épargner le sang américain. Voire. Les soldats américains ont moins de risques d'être tués par un ennemi sur le champ de bataille que leurs enfants d'être assassinés dans leur lycée par un déséquilibré de leur âge. Dans la guerre contre l'État islamique, les Kurdes ont perdu dix mille vies et les Américains dix-sept, soit nettement moins que dans un attentat comme il s'en commet régulièrement **dans les campus, les lycées et les écoles...**

de « *buller* » sur une plage... avec les conséquences que l'on sait pour notre environnement. Inédite dans l'Histoire humaine, cette mentalité de prédateur dissuade aujourd'hui les États-Uniens de combattre le réchauffement climatique. Comme leurs ancêtres, ils font confiance à la Providence et plus encore à leur débrouillardise pour y parer.

- Contre l'Iran :

La dénonciation de l'accord de Vienne avec l'Iran réunit aussi, sinon un consensus, du moins une nette majorité de l'opinion américaine. Le *New York Times*, journal de référence de la bourgeoisie intellectuelle de gauche hostile à Trump, l'a lui-même approuvée².

À cela une raison immédiate, l'image détestable de l'Iran aux États-Unis. Washington et ses services secrets ont longtemps vu en l'Iran un protectorat pas plus respectable qu'une quelconque république bananière d'Amérique centrale.

Faisant fi de l'Histoire et de la culture de ce pays, autrement plus prestigieuses que la leur, ils ont pu **renverser un Premier ministre** réformiste en 1953, ramener au pouvoir un jeune souverain à leur dévotion et le laisser choir quand ce même souverain (le *chah*) s'est avisé de reprendre le contrôle de ses ressources pétrolières en 1973. Ayant ainsi malencontreusement ouvert la voie à une **dictature islamiste**, ils ont **tenté de la renverser** en lançant contre elle le dictateur irakien Saddam Hussein et n'ont fait au contraire que la renforcer. Ils ont alors connu une **humiliante prise d'otages** qui a marqué l'opinion publique presque aussi violemment que la guerre du Vietnam.

C'est ainsi que les Américains préfèrent encore aujourd'hui nouer une **alliance impie** avec les wahhabites de l'Arabie séoudite plutôt que se réconcilier avec l'Iran... Ils oublient simplement que les wahhabites, c'est le **World Trade Center** (3000 morts en 2001) et l'Iran le **Festival de Cannes** (2 films en compétition en 2018), comme le note le géographe **Bernard Hourcade**.

- Contre les Arabes :

L'installation provocatrice de l'ambassade américaine à Jérusalem découle de la même politique de pompier-pyromane. Par son mépris affiché des revendications arabes, elle satisfait un vieux fond raciste caractéristique des États-Unis.

Ce pays fut, il faudrait s'en souvenir, le premier État occidental, sinon le seul hormis le *Ille Reich*, à introduire **le droit de la race** dans sa législation. C'était le 26 mars 1790, par le *Naturalization Act* : cette loi offrit généreusement la citoyenneté aux *free white persons* (« *personnes libres blanches* »), autrement dit aux immigrants européens de bonnes mœurs et à leurs enfants, mais en exclut sans le dire les autres immigrants et surtout les esclaves et affranchis africains ainsi que les Indiens eux-mêmes dont la présence sur le sol américain était pourtant bien antérieure à celle des blancs.

² Bret Stephens, éditorialiste du NY Times : « **Une décision courageuse de Trump à propos d'un engagement foireux avec l'Iran.** ».

Le déplacement de l'ambassade à Jérusalem comble d'aise les bellicistes au pouvoir en Israël tout comme les chrétiens intégristes qui ont soutenu Donald Trump aux États-Unis. Elle éloigne encore un peu plus la perspective d'un règlement négocié sur la Palestine avec la création de deux États. Elle donne au *Hezbollah* chiite libanais des motifs supplémentaires d'attaquer Israël. L'Iran, du coup, pourrait se sentir obligé de soutenir son affidé et d'entrer dans un conflit frontal avec l'État hébreu que l'un et l'autre redoutent.

Dans ce conflit hypothétique, les chiites et les Iraniens bénéficieront d'un atout de taille. Face au fringant prince héritier d'Arabie *MBS* qui se repose encore sur l'alliance américaine et a fait le choix téméraire de se rapprocher d'Israël, au risque d'être renversé ou tué, ils auront beau jeu de se présenter comme les seuls vrais défenseurs des Palestiniens et de la cause musulmane. Un coup qui pourrait être fatal à l'Arabie, déjà empêtrée dans sa guerre au Yémen.

Ainsi les États-Unis pourraient-ils, avec l'affaire de l'ambassade, entraîner l'effondrement de la dynastie de Séoud et de l'Arabie elle-même. Ce lâchage des Arabes sunnites, et de l'Arabie séoudite en premier lieu, tient peut-être à un bouleversement récent dans le domaine énergétique : avec l'exploitation intensive de leurs gisements de schistes bitumineux et de gaz de schiste, les États-Unis sont redevenus très largement le premier producteur mondial de pétrole et gaz et n'ont plus à s'inquiéter autant de la stabilité du monde arabe.

L'autre éventualité, liée à l'asphyxie économique de l'Iran, serait la remise en selle des extrémistes à Téhéran. Par fierté, n'ayant plus rien à perdre, les Iraniens pourraient se lancer dans une guerre désespérée, avec des conséquences imprévisibles comme le blocage du détroit d'Ormuz par lequel passe l'essentiel de la production pétrolière du Golfe.

Le désordre comme outil de domination

La dénonciation de l'accord de Vienne et l'installation de l'ambassade américaine à Jérusalem relèvent surtout d'une motivation politique profonde qu'avait déjà décelée Emmanuel Todd en 2002 dans [un ouvrage visionnaire](#), *Après l'Empire, Essai sur la décomposition du système américain*. C'est sciemment en effet que les États-Unis produisent aujourd'hui du désordre et de la guerre, afin de continuer à apparaître comme indispensable au maintien de l'ordre avec leurs forces armées.

Selon l'historien, les États-Unis ont connu après la Seconde Guerre mondiale une phase impériale bienveillante. Portés par le prestige de leur victoire sur le nazisme et la puissance de leur industrie (près de la moitié de la production mondiale), ils ont pu ramener la prospérité en Europe occidentale et au Japon ainsi que maintenir une paix approximative dans l'ensemble de la planète. *Hollywood*, le *rock'n roll*, *Coca Cola* et l'*american way of life* ont fait rêver le monde entier, y compris les pays à gouvernement hostile.

Mais les choses se sont gâtées dans les années 1970, observe Emmanuel Todd. Les États-Unis ont reporté sur leurs alliés et partenaires le poids de leur fonction militaire, à la manière d'Athènes qui, au Ve siècle av. J.-C., imposa à [ses alliés de la ligue de Délos](#) de financer ses trières garantes de leur sécurité face aux Perses. À

la différence des Athéniens, les Américains n'ont eu besoin d'exercer aucune contrainte. Ils ont usé simplement du prestige de leur monnaie, le dollar : c'est ainsi qu'au lieu d'augmenter leurs impôts pour financer la course aux armements, ils ont émis des bons du Trésor. Les banques étrangères y ont souscrit sans hésiter en se disant qu'il n'y avait pas de placement plus sûr car le « *gendarme du monde* » ne pouvait en aucune manière faire défaut, sauf à provoquer l'effondrement de l'économie mondiale.

Du fait d'une monnaie surévaluée, les États-Unis ont alors vu se creuser leurs déficits commerciaux et se réduire leurs exportations industrielles. Les citoyens américains en ont largement profité avec une charge fiscale réduite et un volume de consommation très supérieur à leur création de richesse. Ils ont abandonné à la Chine, au Japon et à l'Allemagne la production de biens manufacturés, en se réservant le *soft power* représenté par la monnaie de réserve (42% des transactions internationales sont encore effectuées en dollars) ainsi que les activités tertiaires (cinéma et surtout internet).

Mais ce privilège impérial a été rendu possible parce que les États-Unis et leur puissance militaire étaient réputés indispensables à la stabilité de la planète. Or, depuis la fin de la guerre froide et plus encore depuis le début du XXI^e siècle, les progrès de l'éducation et la maîtrise de la fécondité ont **pacifié le monde comme jamais dans son Histoire** ! Cela ne fait pas l'affaire des Américains qui pourraient craindre que leurs créanciers leur demandent des comptes³.

- Contre la Russie :

Le cauchemar américain, en ce début du XXI^e siècle, eut été une Union européenne partenaire de la Russie selon le projet exprimé en allemand, devant le *Bundestag*, le 21 septembre 2001 par le président Poutine lui-même : « *Nul ne remet en question l'importance des relations partagées entre l'Europe et les États-Unis. Toutefois, je pense que l'Europe peut assurer à long terme sa réputation de centre puissant et politiquement indépendant si elle parvient à associer ses ressources avec celles de la Russie... avec les ressources naturelles, humaines et territoriales... avec le potentiel économique, culturel et de défense de la Russie* ».

Fort heureusement, les stratèges de Washington ont eu vite fait d'enterrer ce projet concurrent. Avec le concours bienveillant de la Pologne et des États baltes, viscéralement antirusse, ils multiplient aujourd'hui les exercices militaires aux portes de la Russie, façon d'humilier le peuple russe et ses dirigeants.

Le président russe, renvoyé dans ses cordes, se voit obligé de jouer la carte eurasiatique en se rapprochant de la Chine et formant avec elle et leurs voisins le groupe de Shanghai. Et tant pis pour les industriels et les agriculteurs allemands et français, privés du marché russe. Heureusement, l'Europe peut continuer de se pourvoir en gaz russe. Mais jusqu'à quand ?

³ Le point de vue exprimé par Emmanuel Todd trouve un écho de l'autre côté de la planète : « *Les guerres déclenchées ces dernières vingt ou trente années par les États-Unis avaient toutes pour but la défense de la suprématie du dollar* », accuse l'ex-général chinois Qiao Liang, expert reconnu de la mondialisation, cité par Jean-Pierre Robin (**Le Figaro, 14 mai 2018**).

La nouvelle « *guerre froide* » entre les États-Unis et la Russie semble bien partie, à cela près qu'elle n'oppose plus deux superpuissances qui dominent chacune la moitié du monde comme dans les années 1950 mais deux pays blessés qui ne pèsent plus très lourds face aux puissances montantes d'Asie.



Leur combat nous fait penser à ce tableau de Goya où l'on voit deux bandits en train de s'étriper cependant qu'ils sont tous les deux en train de s'enfoncer dans les sables mouvants.

Comme ces deux-là, les USA et la Russie s'anéantissent mutuellement avec pour seul résultat d'ouvrir la voie à leur rival commun, la Chine.

- Contre la Chine :

L'autre cauchemar américain est en effet la Chine qui, après avoir été l'atelier à bas coût des multinationales américaines, est subrepticement devenue une puissance autonome, avide de reprendre la place qui lui revient, la première.

L'État chinois, à la différence de l'Europe, a su s'émanciper des *Gafam* (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) en créant ses propres acteurs de l'internet. Plus gravement peut-être, il s'est approprié un quasi-monopole des terres rares indispensables à l'industrie électronique mondiale et aux armées modernes. Mais pour l'heure, il est encore soucieux de ménager les États-Unis dont il est devenu le premier créancier par ses achats massifs de bons du Trésor.

En attisant les tensions dans la mer de Chine, avec la Corée du Nord par exemple, le président Trump a voulu montrer à ses voisins que les États-Unis sont encore redoutables et indispensables au maintien de l'ordre international .

Soucieux de contrer l'influence de la Chine, il a par la même occasion rappelé à ses alliés traditionnels, le Japon et Taiwan, leur dépendance à l'égard du parapluie nucléaire américain. On peut comprendre de la sorte son surprenant bras de fer avec la Corée du Nord. De bienveillant, l'Empire américain est ainsi devenu... malveillant et agressif !

Déjà en 2002, Emmanuel Todd écrivait : « *Les États-Unis sont en train de devenir pour le monde un problème. Nous étions plutôt habitués à voir en eux une solution. Garants de la liberté politique et de l'ordre économique durant un demi-siècle, ils apparaissent de plus en plus comme un facteur de désordre international, entretenant, là où ils le peuvent, l'incertitude et le conflit* » (*Après l'Empire*). L'historien avançait l'idée que les États-Unis, pour conserver leur fonction gendarmesque, seraient conduits à affronter des acteurs mineurs. Et de citer l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, Cuba etc.

L'exception remarquable est le Vietnam communiste, que les Américains ménagent avec soin, ayant perdu l'envie de l'affronter... Il faut dire que, depuis les guerres du

XIXe siècle contre les Indiens, les Mexicains et les Espagnols jusqu'aux guerres du XXe siècle contre le Japon et l'Irak, les Américains ont toujours privilégié les guerres asymétriques et évité les adversaires à leur taille (l'exception allemande n'en est pas une, l'armée américaine n'ayant affronté les Allemands qu'en 1918 et 1944, quand ceux-ci étaient déjà passablement affaiblis).

Si l'on craint aujourd'hui encore la puissance de frappe des États-Unis, ce n'est pas à leurs fantassins que l'on pense (on les a vus en 1992 **se débander devant des Somaliens**) mais à leurs armes nucléaires, à leurs bombardiers et maintenant à leurs drones (avions sans pilote). Précurseurs dans ces domaines comme dans beaucoup d'autres, les Américains conserveront leur avance aussi longtemps que les Chinois ne les priveront pas des composants électroniques et des terres rares indispensables au fonctionnement de leurs armes.

- Contre les « *alliés* » européens :

Protégés par deux océans et disposant de leurs propres réserves d'hydrocarbures, les Américains n'ont pas trop à se soucier d'un regain de troubles au Moyen-Orient et dans le Golfe Persique. Ils peuvent multiplier les foyers d'incendie dans cette région sans trop de conséquences pour eux-mêmes... Il en va différemment des Européens, d'autant que ceux-ci sont encore très dépendants du pétrole moyen-oriental.

Pour ne rien arranger, les grandes entreprises françaises et surtout allemandes ont beaucoup investi en Iran et doivent s'en retirer en septembre 2018 suite à un ultimatum de Donald Trump qui les menace de représailles financières sur leurs avoirs en dollars. Il s'agit d'une forme de protectionnisme autrement plus violente et efficace qu'une quelconque augmentation de droits de douane !

Et de façon tout aussi unilatérale, sans prendre la peine d'en référer à ses « *alliés* », Washington menace aussi de sanctions économiques la Russie sous le prétexte de la tentative de meurtre d'un agent double à Salisbury... On croit rêver quand on songe aux forfaits autrement plus graves dont se sont rendus coupables les services secrets américains : Mossadegh, baie des Cochons, Allende etc. etc. Cela signifie-t-il que les entreprises européennes devront renoncer à commercer avec la Russie comme avec l'Iran ?

Céder aux menaces reviendrait pour les Européens à abdiquer leur souveraineté, comme l'a bien perçu le président de la République française. « *Si nous acceptons que d'autres grandes puissances, y compris alliées, y compris amies dans les heures les plus dures de notre histoire, se mettent en situation de décider pour nous notre diplomatie, notre sécurité, parfois en nous faisant courir les pires risques, alors nous ne sommes plus souverains*, a déclaré Emmanuel Macron le 10 mai 2018 à Aix-la-Chapelle. Et il a ajouté : *Nous avons fait le choix de construire la paix et la stabilité au Proche et au Moyen-Orient (...). D'autres puissances, tout aussi souveraines que nous, ont décidé de ne pas respecter leur propre parole. Devons-nous renoncer pour autant à nos propres choix ?* »

Reste à savoir quelle suite sera donnée à ces fortes paroles. Si les Européens rendent les armes devant un Empire américain désormais clairement agressif, même envers ses alliés, c'en sera fini de la phraséologie bruxelloise sur le libre-échange, la

paix, l'union, la concertation etc. Nous entrerons dans un nouveau monde dans lequel, entre les États-Unis, la Chine et peut-être la Russie, l'Europe n'aura plus sa place.

André Larané

14 mai 2018, mise à jour : 6 août 2018